Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 19 (2014)

Buchbesprechung: Rezensionen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES NOUVEAUX GUÉRISSEURS

Biographies de thérapeutes au temps de la globalisation

Pordié Laurent et Simon Emanuelle (Dir.)
2013. Paris. Editions de l'EHESS. ISBN 978-2-7132-2385-3. 301 p.

Texte: *Lara Bauer, Institut d'ethnologie, Neuchâtel*

Que sont devenues aujourd'hui ces figures teintées d'orientalisme que sont les «guérisseurs et les guérisseuses traditionnel-les» des sociétés asiatiques et africaines dans ces mondes simultanément brassés par les flux de la globalisation et drainés par ses filtres locaux? Comment ces figures du «guérissage» sont-elles devenues désormais objet de circulation – entreprenant de véritables tournées thérapeutiques à travers les continents? Quelles problématiques identitaires au sein du marché thérapeutique local et global les conduisent à se procurer des nouveaux registres de légitimation (religieux, académique, alternatif ou autre)? Si les guérisseurs inspirés par la biomédicalité composaient déjà une certaine marge du tissu social dans les années 1980, la diffusion globale des systèmes thérapeutiques, la professionnalisation du personnel de la santé internationale, le développement des NTIC, la libéralisation des marchés et l'intensification des échanges transnationaux sont autant de paramètres qui ont configuré un creuset symbolique fertile, non pas à leur émergence, mais à leur foisonnement parfois exponentiel. Fatalement, dans un ordre social altéré en sont-ils venus à endosser un rôle social modifié.

Les deux anthropologues qui ont dirigé cet ouvrage collectif, tous deux spécialistes des recherches dans le domaine de la santé et du social, ont su lui insuffler une posture en rupture avec les études ethnologiques traditionnelles du monde du guérissage. Au devant de la scène analytique sont placés les praticiens et leur histoire de vie, moins leur pratique. Si différentes tendances culturelles se dégagent, les contributions fournissent des clés de lecture heuristiques qui se démarquent des approches plus classiques, notamment par leur refus de lire ces phénomènes sociaux sous le prisme du charlatanisme qu'elles replacent, à juste titre, dans la catégorie du sens commun. La posture des auteur-e-s rend l'ivraie aussi digne que le grain. Ils / elles explorent des catégories prisées dans l'imaginaire occidental, à savoir les «médecins tibétains» (les *amchi* du Laddakh), les «ayurvédistes indiens» (les praticiens ayurvédiques du Kerala) ou les «sorcières vodou africaines» (les devineresses-prêtresses de Guinée-Bissau), autrement dit des figures thérapeutiques qui ont pignon sur revue dans le monde scientifique. Fort heureusement, d'autres catégories moins cotées dans les sciences sociales en raison d'un discrédit scientifique souvent rattaché à un discours d'inefficacité thérapeutique ou d'imposture font l'objet dans ce présent recueil d'un même respect analytique, tels que les fournisseuses-herbalistes béninoises, les matrones d'Inde méridionale ou les néonaturopathes d'Afrique du Sud.

Cette hétérogénéité de portraits est analysée sous l'angle du recyclage thérapeutique et identitaire, que celui-ci soit recherché, subi, assumé ou camouflé. A travers la lecture, les thérapeutes sont parfois baptisés «néo – ou nouveaux guérisseurs». Si l'éticité de cette dénomination mérite examen en ce que le «guérisseur» reste une catégorie émique renvoyant implicitement à un processus de guérison et ethnocentriquement au champ exclusif de la maladie, le titre retenu pour cet ouvrage reste toutefois communicatif. La formule générale de rédaction de l'ouvrage semble s'appuyer sur une volonté d'intelligibilité des problématiques ethnologiques souvent absconses pour un public moins initié: chaque auteur-e retrace le parcours d'un acteur social de manière plus ou moins longitudinale et en présente l'histoire de vie comme représentative d'un phénomène social plus large. Les articles sont ensuite rassemblés en trois parties dans une logique de structuration qui se veut thématique et non culturaliste:

Première partie

La question centrale de la légitimation des acteurs thérapeutiques se trouve au centre des problématiques de la première partie. Au Bénin, Doris Bonnet et Agnès Lainé relèvent les

conflits de légitimité qui opposent les néo-naturopahes béninois aux autres catégories de spécialistes dans la production de savoirs et dès lors de pouvoir autour d'une maladie génétique; Joseph Tonda décode les représentations des ngangas gabonais sur une maladie inexistante dans la nomenclature de l'OMS (la maladie des fusils nocturnes), dont il rapporte le fonctionnement symbolique à la violence du contexte historique colonial du Gabon; en Afrique du Sud, Frédéric Le Marcis centre ses analyses sur les fournisseuses herbalistes du marché de Faraday, une catégorie résolument moins attractive pour les néo-orientalistes, mais dont le rôle social est décrit comme étant indispensable dans la chaîne locale de soins; en Inde méridionale, Pascale Hancart Petitet s'intéresse aux matrones non reconnues par les instances dominantes et rend compte des stratégies de survie mises en place pour assurer la pérennité de leur activité dans un contexte de paupérisation.

Deuxième partie

Certaines néopratiques peuvent trouver en revanche un écho auprès des sociétés occidentales. La deuxième partie de l'ouvrage s'attaque aux mécanismes sociaux qui infléchissent les trajectoires thérapeutiques des néothérapeutes et met en exergue les différentes conditions (structurantes) et opportunités (structurées) qui conduisent ces néoacteurs ou actrices de la thérapie à circuler dans l'espace national et transnational. A travers le parcours de Maïmoumna & Mery, Maria Teixera soulève l'inversion genrée des pratiques de contre-sorcellerie en Guinée-Bissau, en réaction au départ des hommes en Europe et les répercussions occasionnées sur le statut social des femmes. Evelyne Micollier retrace le cas de M.Z, maître Qi-Gong qui en vient à dispenser des séminaires à Paris, explorant la question de la reterritorialisation. Sienna Craig présente l'histoire de Ngawang, amchi «traditionnel» népalais qui, à l'obtention d'une bourse WWF jouit d'une notoriété internationale, ce qui lui vaudra une mise à l'écart par ses homologues à son retour. Toujours au Népal, Laurent Pordié retrace l'évolution de la notoriété de Dolma Tsering, femme amchi tibétaine originellement en marge de la société népalaise mais dont l'expertise puis la fréquentation avec le milieu associatif international conduiront à l'espace transnational, ce qui lui attirera les foudres de la collégialité restée au pays, implantée dans un système de valeurs traditionnalistes.

Troisième partie

Pour les thérapeutes plus libéraux, un réel bricolage syncrétique caractérise l'intégration de significations allogènes dans l'univers de sens des thérapeutes. La troisième partie de cet ouvrage s'axe sur les reconstructions sémiotiques à l'œuvre et leur caractère parfois contradictoire. Le long parcours du tradipraticien burkinabé Tennoaga, dépeint par Sylvain Froidevaux, témoigne d'une inlassable volonté de maîtriser son destin par des moyens occultes en s'inspirant d'univers tels que le spiritisme kardéciste, l'Islam, la science talismanique, la médecine coloniale et d'autres traditions thérapeutiques rencontrées en Afrique de l'Ouest. La trajectoire de vie de la néo-sorcière Marie-Christine présentée par Olivier Schmitz illustre la référence à des registres tout aussi bigarrés, comme la kinésithérapie et le satanisme ainsi que leur détermination dans l'efficacité de sa pratique au quotidien. De la même manière, Emanuelle Simon montre comment un «néo-herbalistes» béninois, usé par des échecs professionnels répétés, se reconvertit dans le domaine de l'entrepreunariat herbalistique en brevetant des remèdes tout en collectionnant une batterie de diplômes sécurisants dans les secteurs de la santé, du développement et de l'économie. Enfin, Jean Langford montre comment un praticien ayurvédique officiant dans un *resort* du Kerala intègre dans sa pratique des significations new age véhiculées à travers une clientèle occidentale.

Conclusion

L'ouvrage couvre un large spectre de profils thérapeutiques dont il est probablement impossible de faire ressortir les invariants. Des tendances en revanche se dessinent et sont mises en avant par les directeurs de l'ouvrage. Composée de «néotradipraticiens» pour l'Afrique ou de «néotraditionnalistes» pour l'Asie, la catégorie de ces thérapeutes présente une hybridité qui se caractérise par l'ambivalence d'une relative proximité avec les savoirs et savoir-faire indigènes et d'une rupture avec les modalités traditionnelles d'acquisition de ces derniers. Rarement le fruit d'une transmission par l'ancestralité, leur activité se caractérise par leur relative plasticité, témoignant de leur capacité à renaître de leurs propres cendres en saisissant les opportunités économiques. L'hybridité de ces thérapeutes reflète également une tendance à élaborer des combinatoires syncrétiques, référant aussi bien à la «tradition» qu'à la «modernité», elle-même incarnée par la biomédecine, mais aussi la science ou les médecines parallèles «venues d'Europe». Le rapport de l'Etat à ces thérapeutes est souvent décrit comme ambigu, oscillant entre mépris et soutien, l'organe se trouvant tiraillé par des forces dépréciatives – provenant du pouvoir biomédical local et international – et des forces plutôt appréciatives – les organisations nationales et internationales impliquées dans la promotion des savoirs indigènes et la défense de leurs droits de propriété intellectuels (OMS, OMPI).

LA QUESTION MORALE

Une anthologie critique

Fassin Didier, Lézé Samuel
2013. Paris: PUF. ISBN 978-2-1305-8939-6. 613 p.

Texte: *Cristina Ferreira, Unité de recherche de la Haute Ecole de santé Vaud (HESAV)*

Comment la pratique et la subjectivité de l'anthropologue sont-elles structurées par les questions morales de son époque? A défaut de disposer de réponses tranchées et qui font le consensus, la discipline peut-elle apporter des éclairages sur des sujets sensibles comme le port du voile à l'école, la polygamie ou les châtiments corporels? Cette anthologie critique aborde ces questions, sans pour autant gommer les divisions théoriques et idéologiques qu'elles suscitent dans le monde scientifique. Car, après tout, l'anthropologie n'est-elle pas le reflet et le produit d'une société traversée par l'incertitude et la conflictualité morales? Pour les sciences sociales, le défi n'est pas des moindres. Dans le contexte actuel, la morale tend à servir de grille de lecture dominante à une multitude d'objets, participant ainsi à la dépolitisation des enjeux et au voilement des inégalités. Partant de cette thèse, Didier Fassin et l'équipe de chercheurs qui l'entoure ont développé depuis un certain nombre d'années un programme scientifique prolifique.

Pour décrire et analyser la question morale, encore faut-il se donner les moyens conceptuels et méthodologiques. Raison pour laquelle la première partie de l'ouvrage – «Fondations» – porte en toute logique sur les legs théoriques de Montaigne, Kant ou encore de Nietzsche, auteurs vis-à-vis desquels les anthropologues seraient redevables mais sans toujours le reconnaître. Revenir aux héritages permet alors de situer des choix théoriques dans l'histoire des idées. Trois grands paradigmes influencent, peu ou prou, l'ensemble des quarante quatre textes retenus.

Le premier puise dans la tradition kantienne de *l'éthique du devoir* et inspire l'ethnographie des moralités. L'approche, largement développée par Durkheim, consiste à décrire les contraintes morales d'une société (obligations et sanctions) et les codes de conduite propres à un groupe. Encore de nos jours, cette tradition théorique est poursuivie dans les études sur le chagrin et la colère, l'honneur et la pudeur, ou les conflits entre morales à l'échelle locale. Le deuxième paradigme remonte à la philosophie aristotélicienne – *l'éthique de la vertu* – et, contrairement au premier, considère que loin d'être captifs d'une morale du devoir, les individus seraient capables de se soustraire aux contraintes sociales pour se constituer comme sujets éthiques. Dans la lignée des écrits de Foucault, James Laidlaw appelle de ses vœux à l'étude de l'éthique comme processus subjectif de libération qu'il a étudié dans les pratiques ascétiques radicales du jaïnisme. Enfin, le conséquentialisme, un paradigme plus discret dans les travaux des anthropologues, a pour principale ascendance l'œuvre de Max Weber. Dans cette perspective théorique, l'enjeu de l'analyse réside dans les conséquences produites par les discours et les pratiques – historiquement situés – qui se réclament de la morale.

A n'en pas douter, l'ouvrage offre un panorama diversifié où auteurs classiques et contemporains se côtoient, non sans crispations. La morale est un terrain propice à l'expression des clivages comme le montre clairement la deuxième partie («Positions»). Il y est question des controverses épistémologiques classiques mais qui demeurent vives au sein de la discipline. On peut suivre des débats qui faisaient rage entre les critiques du relativisme culturel (Clyde Kluckhohn) et les critiques de l'anti-relativisme (Clifford Geertz); mais aussi des propositions alternatives – le relativisme différencié ou l'universalisme tempéré – qui cherchent à dépasser ces polémiques surannées.

Si les anthropologues n'explicitent pas toujours leurs héritages philosophiques, l'inverse est tout aussi vrai. De façon surprenante, l'abondante littérature consacrée à l'honneur dans les sociétés méditerranéennes et musulmanes est relativement absente dans les écrits contemporains sur la morale et l'éthique. Tout se passe ainsi, «comme si la logique des aires culturelles l'emportait sur la logique des problématiques», conclut Fassin à ce propos (p. 243). La troisième partie – «Descriptions» – réunit

précisément une série d'enquêtes empiriques qui pourraient de façon opportune nourrir des réflexions philosophiques par trop abstraites. Il en est ainsi des auteurs – comme Lila Abu-Lughod ou Kenneth Read – qui investiguent patiemment les *morales locales* montrant les effets puissants et symboliques de la hiérarchisation sociale produite par la codification des attitudes. De même, le concept d'économie morale possède une force heuristique attestée dans divers textes dont celui, remarquable, de Jean-Pierre Olivier Sardan consacré à la corruption.

La question morale ne saurait pas se limiter à un simple objet d'étude; elle imprègne irrémédiablement la pratique subjective et collective de la recherche. La quatrième partie de l'anthologie – «Confrontations» – traite des aspérités constitutives de la rencontre entre l'anthropologue et ses terrains. Réactions émotionnelles, jugements moraux, désapprobations, antipathies pour les membres d'une société: l'anthropologue ne sort pas indemne des rencontres qui peuvent le plonger dans le désarroi. Mais il sait aussi soumettre sa propre société à une appréciation critique lorsque celle-ci impose une définition universelle de la bioéthique au mépris des expériences morales locales (Arthur Kleinmann) ou un ordre moral international qui célèbre les droits de l'homme escamotant par la même occasion la responsabilité des sociétés occidentales dans les conflits géopolitiques (Nandini Sundar). Enfin, les scènes de confrontation donnent lieu à des ethnographies fines des dilemmes moraux dont on trouvera un bel exemple dans l'enquête d'Omri Elisha sur l'activité caritative des églises protestantes du Tennessee.

La dernière partie de l'ouvrage – «Prescriptions» – nous réserve une problématique qui sans être novatrice ne demeure pas moins essentielle: l'éthique du chercheur. Quelle doit être sa posture morale vis-à-vis de ce qu'il étudie et quelle pratique éthique la société peut-elle attendre de lui? Sur la première interrogation, une ligne de partage se dessine. D'un côté, les tenants d'une anthropologie militante dénonciatrice des injustices (Nancy Scheper-Hugues). De l'autre côté, les tenants d'une posture qui se veut critique sans sacrifier pour autant la description de la pluralité des points de vue, y compris celui des «oppresseurs». Leslie Butt en fait partie, tout comme Didier Fassin. Ce dernier exprime des réserves quant à la figure de l'anthropologue qui endosserait les habits du héros moral investi à défendre la cause des damnés de la terre.

Les dimensions éthiques de la recherche apparaissent d'une autre façon encore. Revenant sur des pages peu glorieuses de l'histoire de l'anthropologie, David Price explore les archives des collaborations de certains chercheurs avec les services nord-américains de renseignement militaire. L'extrême ambiguïté de ces rencontres d'intérêt a abouti à des moments de crise et à la définition tardive de codes éthiques dont Peter Peels retrace l'histoire. Plus récemment, la recherche en sciences humaines et sociales est soumise à des prescriptions issues des sciences médicales – comme l'obtention du consentement éclairé des sujets de l'étude – qui ne sont pas sans provoquer maintes protestations. Dans un texte au ton mordant, Charles Bosk entreprend une analyse de ce qu'il appelle les «nouvelles bureaucraties de la vertu», n'épargnant pas au passage l'inertie institutionnelle dont font preuve ses détracteurs.

Outil précieux, cet ouvrage a pour principal mérite de réunir une somme conséquente de textes traduits dont certains sont peu connus ou sont tombés dans l'oubli. La diffusion et la circulation de textes sont, on le sait, une condition indispensable à la constitution d'un nouveau champ de recherches. Et c'est dans cette visée que cette anthologie a été explicitement conçue: montrer la vitalité d'un espace scientifique qui tend à gagner du terrain ces dernières années. Pour sûr, la question morale est loin d'être un objet inédit et nombre d'anthropologues l'ont traité sans l'expliciter. Comme précisé dès l'introduction, si les questionnements et les jugements moraux sont omniprésents dans la littérature anthropologique, paradoxalement la question morale est rarement thématisée en tant que telle dans les ouvrages de synthèse. La hantise des tentations prescriptives et moralisatrices permet, en partie, de le comprendre: «l'analyse des faits moraux risquerait, pensait-on, de faire revenir par la fenêtre les formes de jugement que l'on avait cru chasser par la porte» (Fassin p.6).

Le développement actuel de recherches consacrées à la morale et à l'éthique représente un dépassement de cette frilosité passée. Pour autant, et on peut y lire un signe de l'époque, la censure n'est pas complètement absente. Investiguer des sujets soumis à l'opprobre peut confronter le chercheur à des incompréhensions de la part de ses pairs. C'est cette expérience que relate Ghassan Hage, professeur d'anthropologie à l'Université de Melbourne. Analyser, comme il le fait, les attentats suicide des Palestiniens contre des civils israéliens, sans avoir à condamner moralement ces pratiques pour lever toute forme de soupçon, est une démarche qui lui a été violemment reprochée. Ces infortunes dans la réception de son travail sont pour lui la manifestation d'un phénomène plus général et qu'il désigne par le terme d'*exégophobie*: la peur de l'explication sociale chez ceux qui, sans doute pour se rassurer, enferment nombre d'actes dans une explication essentialiste sur le mal. C'est dire que travailler au présent sur la morale n'est pas sans risques et périls. S'y aventurer requiert un état de vigilance réflexive, mais aussi et surtout une rigueur intellectuelle et méthodologique susceptible de neutraliser les inévitables débats passionnels que la question morale déclenche dans l'espace public.

SAKRALE RITUALE UND VERWANDTSCHAFT

Ethnografische Texte zur transkulturellen Lebenswelt der Mapuche in Sahuelhue

Schindler Helmut
2013. München. Herbert Utz Verlag. ISBN 9978-3-8316-4159-8. 824 p.

Text: *Eva Fischer, Institut für Sozialanthropologie, Universität Bern*

Während der vergangenen beiden Dezennien wandelte sich das Verfassen ethnografischer Monographien zur selten geübten Praxis sozialanthropologischer Textproduktion. Diese Entwicklung spiegelt sowohl die Veränderungen in Selbstverständnis und Eigendefinition als auch in Aufgabenstellung und Kompetenzen der Disziplin wider. Mit *Sakrale Rituale und Verwandtschaft* legt nun jedoch Helmut Schindler, der langjährige Leiter (1980-2005) der Abteilung Lateinamerika im Staatlichen Museum für Völkerkunde in München, eine umfassende ethnografische Bestandesaufnahme der Lebenszusammenhänge und Handlungskontexte in einer südchilenischen Lokalgesellschaft vor. Das zweibändige Werk bietet einen locker arrangierten Themenreigen zu unterschiedlichen Aspekten von Ritual und Alltag in der Mapuche-Dorfgemeinschaft Sahuelhue. Die fehlende Nummerierung der Kapitel und Unterkapitel, und damit die Abwesenheit einer klar ausgeprägten hierarchischen Struktur des Textes, unterstreicht den Eindruck zufälliger Anordnung. Zugleich eröffnet sie der Leserschaft nicht nur die Möglichkeit selektiver Lektüre nach einem persönlichen Leserhythmus sondern auch, sich in die Rolle des Forschenden zu begeben. Diesem gelang es durch seine offene Zugangsweise sowie kontinuierlich geknüpfte und gepflegte Langzeit-Kontakte, Kommunikationsprozesse zu initiieren, zu verdichten und zu erhalten. Bereits in der Danksagung wird durch den Wechsel von Deutsch zu Spanisch, Englisch und Mapundugun klar, dass der Text für eine polyglotte Leserschaft geschrieben wurde.

Der erste Band beinhaltet zwei Themenblöcke, nämlich die Präsentation einer, im Mapuche-Jahreszyklus wichtigen, Gemeindefeier und einen geschichtlichen Abriss. Zunächst lernen wir einen der Hauptinformanten und zugleich zentralen Akteur des, als *kamarikun* bezeichneten, Festes kennen. Dieses wird vom 24. bis zum 25. Dezember gefeiert und weist wichtige soziale, politische, ökonomische und rituelle Komponenten auf. Der Text entwickelt sich ab der Vorbereitungsphase entlang des zeitlichen Ablaufes des Ereignisses (S. 13-204). In diesen narrativen Hauptstrang werden Kapitel zu unterschiedlichen Teilthemen eingeflochten, beispielsweise über die Einladungen, die Festspeisen, die Festlauben und deren Anordnung auf dem Kultplatz, das Bemalen von Menschen, Tieren und bestimmten Objekten mit Kultfarben, die Gebete, die Tänze, sowie über einzelne Akteure und wichtige politische Persönlichkeiten. Zusätzlich erfahren wir nicht nur Details zur Durchführung der Feldstudien, sondern auch zur Perspektive des Autors, welche dieser als «androzentrisch und gerontozentrisch» (S. 23) charakterisiert. Hinsichtlich der aufgenommenen Gespräche, Gebete und Interviews zeigt sich Helmut Schindlers solide ethnografische Arbeitsweise. Wenngleich mit dem Alltags-Mapundugun gut vertraut, beauftragte er mit der Überprüfung der sprachlichen Korrektheit der vielen, im Buch präsentierten Texte (Transkription in Mapuche, Segmentation der Worte und Übersetzung ins Spanische) den chilenischen Linguisten Gilbert Sánchez Cabezas. Im geschichtlichen Abriss (S. 231-250) präsentiert der Autor eine Kombination aus Sequenzen der Regional- und Lokalgeschichte mit Familiengeschichten und weiteren, aus historischer Perspektive betrachteten Themen, beispielsweise die Holz- und Forstwirtschaft, Schindelhäuser, Wasserleitungen und die Elektrifizierung der Region. Die Ära «Allende» und die Zeit der Militärdiktatur (S. 323-325) bilden relativ kurze Passagen. Das letzte Kapitel des Themenblockes trägt zwar den Titel «Ausblick», enthält jedoch eine Reihe von Fragen, welche im weiteren Text nicht wieder aufgegriffen bzw. beantwortet werden.

Der zweite Band beginnt mit der Beschreibung des sozialen Gefüges (S. 11-143). In 16 Kapiteln präsentiert Helmut Schindler die lokalen Patrilinien, deren graphische Darstellungen zu mehr taugen als zur blossen Demonstration der verwandtschaftsanalytischen Sachkenntnis eines Aussenstehenden. Als exakt erfassende Dokumentationen mit beachtlicher histori-

scher Tiefe können sie durchaus als Gegengabe des Forschenden an seine Gastgeber in Sahuelhue betrachtet werden. Äusserst kurz, nämlich bloss neun Zeilen lang, geriet der Abschnitt zur Demographie (S. 89). Danach erfahren wir mehr über die Mechanismen sozialer Exklusion, die Partnerwahl, Adoption und die Situation von Waisen. Den verwandtschaftsanthropologisch-soziologischen Teil beendet ein Kapitel über «Die Gegenwart des Rassismus» (S. 140-143), in welchem Formen von Rassismus geschildert werden ohne diese jedoch analysierend zu betrachten (vgl. beispielsweise Eriksen 2010, Jenkins 2008, Wade 2010). Anschliessend werden die wirtschaftsanthropologischen Daten der Erhebung präsentiert, wobei das Themenspektrum von agrarischen Tätigkeiten bis zu Entwicklungsprogrammen, Verdienstmöglichkeiten und der idealtypischen Beschreibung von Einzelpersönlichkeiten und -schicksalen reicht. Das folgende, und sehr ausführliche, Kapitel «Zur Kosmologie der Mapuche» (S. 211-317) enthält eine akribische Darstellung des ideellen Teiles der lokal konstruierten Wirklichkeit. Die Ansichten einzelner Dorfgemeinschaftsmitglieder zu den unterschiedlichen Numina und deren Wirkungsweisen werden ebenso dokumentiert und interpretiert, wie die lokal überlieferten Mythen und ihre Versionen. In diesen Passagen tritt das grundlegende Interesse Schindlers an der Erforschung der Konstruktion von kollektiver Identität durch eine gemeinsame, und dennoch von individuellen Vorstellungen gespeiste, Erinnerungskultur hervor. Zugleich enthält der Text wenige, und sehr indirekte, Hinweise auf die politische Rolle von Ritual und Religion sowie auf die Neuinterpretationen sozialer und politischer Kontexte im Zuge von Ethnisierungsdiskursen (S. 228, S. 336-337). Das Bestreben subjektive Sichtweisen einzufangen und narrativ zu dokumentieren zeigt sich besonders deutlich im Kapitel über das Wirken ritueller Spezialisten aus Patientensicht und in den Beschreibungen und Interpretationen von Träumen. Die abschliessend präsentierten ethnografischen Daten beziehen sich, gleichsam symbolhaft, auf ein Ende und behandeln «Trauerrituale und Bestattungen». Ausführliche Anhänge (S. 375-423) und eine, dem aktuellen Forschungsstand entsprechende, Bibliographie ergänzen das Buch.

Helmut Schindler erfüllt die meisten, der durch den Buchtitel in der Leserschaft geweckten, Erwartungen. Er präsentiert ethnografische Texte zur Lebenswelt einer Lokalgruppe, wobei die Teilthemen «sakrale Rituale» und «Verwandtschaft» als Einstieg in den, vor allem im zweiten Band entwickelten, stark monographisch geprägten Teil des Werkes dienen. Durch seine narrative Annäherung an das Thema und die dichten Beschreibungen der Interview- und Beobachtungssituationen zeichnet er ein differenziertes, allerdings stellenweise auch ein sehr subjektives, Bild lokaler Lebenszusammenhänge. Die zwischen 1993 und 1997 realisierten Kontaktsituationen fügen sich, zusammen mit seinen seit den 1980er Jahren durchgeführten Forschungsaufenthalten, zu einer veritablen long-term ethnography (vgl. Kempner & Peterson Royce 2002). Durch die unterschiedlichen Informationssequenzen mit ihren spezifischen historischen Tiefen ergibt sich schliesslich eine multiperspektivische, elegant mit persönlichen Einschätzungen und Anekdoten angereicherte, Betrachtung. In der Leserschaft weckt dieser Schreibstil ein empathisches Interesse für die Lokalgruppe und löst mitunter auch stilles, innerliches Schmunzeln aus. Die langen, und nicht klar vom Text abgesetzten, Zitate (Bd.I S. 246-247, S. 247, S. 263, 276, 314, 318, 323, 324; Bd.II, S. 132-133, 197, 214) sowie unvermittelte Sprachwechsel und die Inkongruenz der übersetzten und in Originalsprache belassenen Passagen bereiten bei der Lektüre etwas Mühe. Die Thematisierung von Migration und Ethnisierungsprozessen, welche an spezifischen Schnittstellen mit sozialem, politischen und ökonomischen Handeln zur Ausbildung von Transkulturalität führen, wird nur ansatzweise realisiert (Bd.I S. 243ff, S. 336-337, S. 348-350; Bd.II S. 393-408). In der Folge werden vor allem die historischen Kontexte, nicht jedoch die Prozesshaftigkeit von Transkulturalität, erfasst. Das Fehlen eines Fazits und einige fragmentarisch wirkende Kapitel wecken, vermutlich ganz im Sinn des Autors, weiteren Forschungsbedarf. Die Publikation empfiehlt sich somit nicht nur als Einstiegslektüre für alle an der Lebenswelt der Mapuche Interessierten, sondern auch als umfangreiche Materialsammlung, welche zukünftigen Forschenden für die Entwicklung ihrer Fragen wichtige Hinweise zu geben vermag.

LITERATURVERZEICHNIS

Eriksen Thomas Hylland
2010 (1994). *Ethnicity and Nationalism*. London: Pluto Press.

Jenkins Richard
2008 (1997). *Rethinking Ethnicity. Arguments and Explorations*. Los Angeles, London, Singapore: SAGE.

Kempner Robert V., Peterson Royce Anya
2002. *Chronicling Cultures. Long-Term Field Research in Anthropology*. Walnut Creek: Altamira.

Wade Peter
2010 (1997). *Race and Ethnicity in Latin America*. London: Pluto Press.

JEUX DE MIROIR

Réflexions sur MSF et l'action humanitaire

Médecins Sans Frontières et Abu-Sada Caroline (Dir.)
2013 Lausanne. Antipodes, coll. Sud et Nord. ISBN 978-2-8890-1085-1. 142 p.

Texte: *Valérie Gorin, CERAH, Université de Genève*

En publiant ce recueil de textes réflexifs sur son organisation et l'action humanitaire, MSF et Caroline Abu-Sada (responsable de l'Unité de recherche sur les enjeux et les pratiques humanitaires à MSF-Suisse) se proposent d'emblée d'interroger «les enjeux du monde humanitaire actuel» ainsi que «les défis, les dilemmes et les questions éthiques qui découlent inévitablement des activités de MSF» (p. 9). Depuis la fin de la guerre froide et le 11 Septembre, le champ humanitaire est en effet contesté, à la fois par des nouveaux acteurs de l'aide et par des groupes armés dans des contextes de crise chroniques et complexes. C'est en partie la vision et la portée hégémonique d'un système humanitaire qui s'est développé principalement en Occident depuis plus d'un siècle qui sont remises en cause. Toutefois, le chapitre introductif qui expose les objectifs de l'ouvrage souligne mal les tensions auxquelles est confrontée cette «certaine forme d'action humanitaire» (p. 7) qu'il ne définit pas. Cette introduction manque d'éléments contextuels autant que de perspectives historiques, car l'action humanitaire n'en est pas à sa première remise en cause. Le constat qui est fait d'entrée sur la politisation de l'aide humanitaire comme une mutation récente (p. 8) est une erreur historique, tant on oublie que l'aide humanitaire a toujours servi des intérêts politiques, économiques et idéologiques, depuis ses fondations modernes au 19e siècle.

L'ouvrage est divisé en six chapitres en plus d'une introduction et d'une conclusion. La première partie regroupant les trois premiers chapitres porte sur les enjeux de perception. Le premier chapitre (C. Abu-Sada et K. Mambetova) présente les résultats d'une enquête que MSF-Suisse a menée sur le thème de la «perception» entre 2007 et 2011 dans une dizaine de pays, à l'origine des réflexions sous-jacentes à l'ouvrage. Illustrée à travers le cas d'étude du Tchad, cette étude visait à comprendre les enjeux de perception autant au niveau de l'organisation que de l'aide humanitaire en général. Néanmoins, ce premier chapitre offre des lacunes importantes. La présentation succincte du projet ne souligne pas du tout les enjeux comparatifs (pourquoi ces pays?) et méthodologiques (au-delà des entretiens semi-directifs menés dans les dix pays sélectionnés, il n'est fait mention d'aucune méthode d'analyse menée sur ces entretiens). De plus, l'absence de définition de la perception, tant sur ses dimensions anthropologiques, ethnologiques que sociales, et des différences qui font les particularités culturelles de chaque pays pris en considération, amène à des constats un peu ternes, tels que «les perceptions varient fortement en fonction des groupes de population» (p. 31), auxquels on peut s'attendre. Les références académiques sur des études de perception manquent également pour donner une dimension conceptuelle à l'étude; elle reste essentiellement une approche institutionnelle à visée pratique, qui souligne des enjeux de communication opérationnelle et organisationnelle.

Dans le prolongement, le chapitre 2 (F. Cooren et F. Matte) offre une approche communicationnelle de la perception via sa dimension constitutive, lors des interactions verbales des acteurs MSF dans leur travail quotidien, ce sous forme de vidéofilature dans une dizaine de missions. C'est une démarche intéressante qui relie un modèle théorique à un terrain, selon une vision interactionnelle à la Goffman. Bien référencé, conceptualisé et clairement appuyé méthodologiquement, l'analyse révèle ainsi sept figures clés de légitimation revendiquées dans les discours (le siège, l'expérience, la sécurité, l'indépendance, la proximité, le patient) et deux tensions (distance et proximité, indépendance et coopération).

Le troisième chapitre (J. Pringle et D. Cole) aborde au contraire une vision réflexive depuis un cas pratique. Ces deux médecins reviennent sur des cas de contamination aux métaux lourds au Nigéria en 2010, pour évoquer les dimensions économiques et politiques qui impactent ou paralysent l'aide huma-

nitaire internationale. A travers un cas local, l'étude souligne de manière pertinente la compréhension plus globale d'une épidémie en fonction de la pauvreté, des inégalités et des effets pervers de la mondialisation, qui posent le dilemme pour les humanitaires, et MSF notamment, du devoir de témoignage.

La deuxième partie quitte la dimension de la perception de l'aide pour aborder les défis et constats éthiques sur l'humanitaire. Le chapitre 4 (L. Schwartz et alii) est une étude collective portant sur les dilemmes déontologiques des travailleurs humanitaires de la santé formés aux pratiques cliniques occidentales et exerçant dans des contextes humanitaires. Fondée sur des récits de pratiques d'une vingtaine de personnels de la santé, l'étude questionne la possibilité d'exporter la déontologie dans des contextes étrangers. Que ce soit les choix à faire pour sauver des vies, les différences culturelles et sociales, la verticalité des prises de décision, le manque de ressources sur le terrain, cela expose les travailleurs à une détresse morale. L'étude souligne dès lors parfaitement l'enjeu crucial d'une meilleure formation aux enjeux déontologiques de santé sur les contextes humanitaires et à la réflexion éthique, non seulement au niveau des organisations, mais surtout au niveau personnel sur les motivations qui poussent au départ.

Le cinquième chapitre (L. Fast) aborde une réflexion stratégique sur le développement des politiques sécuritaires des organisations sur le terrain, pour limiter les violences commises sur les travailleurs humanitaires. En abordant la perception de l'aide humanitaire essentiellement comme une question d'image à travers le cas d'étude du Sud Soudan, l'auteure démontre qu'une stratégie fondée avant tout sur l'acceptation, et non sur la protection ou la dissuasion, est une dynamique qui nécessite fondamentalement de travailler sur la question des acteurs et des relations qui peuvent favoriser le consentement de la présence et de l'action d'une organisation donnée dans un contexte localisé. Elle engage dès lors une démarche proactive, entre communication et négociation, qui présuppose une étude sociologique et culturelle du terrain.

Enfin, le sixième chapitre (K. Johnson) offre une réflexion plus globale sur la nécessité de professionnalisation de l'action humanitaire. Le manque actuel de formation en *Humanitarian Studies* ou *Training*, et la difficulté d'un consensus entre praticiens et académiques sur ce qui constitue le noyau même d'une formation humanitaire est passé en revue dans cette étude, avec quelques propositions novatrices, notamment pour la création d'une association humanitaire professionnelle. En se basant notamment sur les modèles proches que sont les métiers d'accompagnateurs en montagne, ceux de la logistique et du transport ou la médecine d'urgence, l'auteure synthétise les niveaux de formation qui semblent faire consensus, que ce soient celui des professionnels reconnus dans leur domaine, celui de la formation universitaire (Masters ou certificats) ou celui de l'expérience sur le terrain. Toutefois, l'auteure souligne le «manque de normes de formation, de trajectoires professionnelles et de capacités des partenaires pour la formation du personnel» (p. 119) qui rend la création d'une telle association encore incertaine. Néanmoins, l'étude démontre à quel point les enjeux de réflexion commune entre praticiens et académiques restent nécessaires, pour former des travailleurs sur des terrains où l'amateurisme peut créer des ravages.

La conclusion élaborée par le renommé Peter Walker, de la *Tufts University* de Boston, reste toutefois bâclée. En tentant un essai sur les défis de l'avenir, Walker évoque deux facteurs bien connus par les spécialistes des risques, jouant un rôle fondamental sur l'impact et l'étendue des crises à venir. Que ce soit le changement climatique ou la mondialisation, les enjeux sont toutefois trop colossaux pour être résumés ici en six pages et la conclusion déçoit quant à sa portée par rapport au reste de l'ouvrage. Certes, l'humanitaire de demain devra faire preuve d'adaptation. Mais il aurait été important dans cette partie conclusive de critiquer une démarche entreprise par la pratique et pour la pratique et de sortir ainsi d'une focale subjective essentiellement centrée sur MSF pour discuter non seulement des défis méthodologiques, mais aussi des remises en cause que de telles études de perception impliquent pour le système humanitaire occidental. Au-delà des recommandations opérationnelles que MSF en tire pour elle-même, une synthèse globale et critique des défis et des leçons apprises sur les terrains exposés dans l'ouvrage aurait été souhaitable, pour souligner l'identité des problèmes de perception et les dilemmes éthiques auxquels est confrontée une majorité d'ONG, à l'égard des principes humanitaires notamment.

PRÉCIS DE PHOTOGRAPHIE À L'USAGE DES SOCIOLOGUES

Maresca Sylvain, Meyer Michaël
2013. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, collection «Didact Sociologie». ISBN 978-2-7535-2793-5. 109 p.

Texte: *Sabine Kradolfer, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne*

Contrairement à ce que pourrait laisser croire une lecture restrictive de son titre, ce court précis de photographie s'adresse autant aux anthropologues – ainsi qu'à d'autres chercheur-e-s en sciences humaines et sociales – qu'aux sociologues stricto sensu. Collant parfaitement à la définition que le *Larousse* donne d'un précis: «Ouvrage qui expose brièvement les éléments essentiels d'une discipline[1]», ce petit livre traite, en une centaine de pages, de différentes questions relatives à l'utilisation de la photographie dans le cadre des enquêtes en sciences sociales. Ses auteurs, Sylvain Maresca et Michaël Meyer, qui sont tous deux sociologues, se sont interrogés dans leurs travaux quant aux images et à leurs usages dans les sciences sociales, tout en utilisant les techniques visuelles dans le cadre de différentes recherches qui sont par ailleurs citées dans ce précis. Leur objectif est ici d'aborder des «questions méthodologiques et techniques afin de donner aux étudiants de sociologie des outils pratiques pour utiliser les images avec à-propos et rigueur» (p. 8) dans une démarche qui «se veut avant tout pratique, utile» (p. 8).

Divisé en quatre chapitres d'inégale longueur, les lecteurs / trices apprécieront que les conseils très techniques de prise de vue n'occupent que quelques pages pour laisser place à une réflexion autour des images, de leur capture, exploitation, analyse, restitution, publication, etc. Le plus long chapitre (2), «Les usages possibles des photographies dans les enquêtes sociologiques», forme le cœur de l'ouvrage. Il présente la démarche méthodologique inhérente à la prise de vue sur le terrain en allant des modes de négociation de la photographie avec les personnes sur les lieux de l'enquête, à l'éventuelle participation de celles-ci dans la production et / ou l'analyse des images, en passant par les questions techniques et les différents types d'analyses de données qui sont réalisables à partir de tels supports. L'histoire de la photographie en sociologie est abordée tant au chapitre 1 «Du nouveau dans les sciences sociales» que dans le chapitre 3 «Retour historique et épistémologique», ce choix s'expliquant par une présentation plus chronologique dans le premier chapitre, alors que le troisième ouvre sur les questions de la «Publication-restitution» qui sont traitées au chapitre 4.

Au-delà de réflexions portant sur la manière dont l'image a été utilisée dans les sciences sociales, Sylvain Maresca et Michaël Meyer s'intéressent également à des questions de nature plus épistémologique sur ce que l'on pourrait appeler, en paraphrasant le titre de l'ouvrage de Nathalie Heinich *Ce que l'art fait à la sociologie* (1998), «ce que l'image fait à la sociologie». En effet, les auteurs distinguent clairement entre l'obtention d'informations «sur» la base d'images et celle qui passe «par» les images, nous invitant ainsi à passer de l'image comme objet d'étude, à l'image comme outil de la recherche en sciences sociales à n'utiliser que dans le cadre d'un dispositif méthodologique dûment pensé et élaboré. Ils insistent sur la nécessité d'établir un «protocole photographique» adapté aux objectifs de la recherche, car si n'importe qui peut produire des images, pour que ces dernières deviennent de véritables outils de recherche, il faut être pleinement conscient des informations que l'on cherche à capter par l'usage de la photographie et savoir comment procéder techniquement (portraits, paysages, profondeur de champ, exposition, etc.).

[1] http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais, consulté le 20 janvier 2014.

De plus, comme pour toute recherche en sciences sociales, la chercheuse ou le chercheur muni-e de son appareil photographique sera amené-e à s'interroger réflexivement et en permanence quant à sa position sur son terrain et sa relation aux personnes interrogées et / ou photographiées.

De plus, des éléments propres à toute recherche en science sociale tels que le consentement libre et éclairé des personnes ou l'anonymisation des données d'enquête posent des problèmes particuliers lorsqu'il est question du traitement et de la publication d'images. Si certains de ces aspects, comme par exemple le droit à l'image, sont déterminés par des cadres juridiques, le statut des images en sciences sociales ne peut uniquement s'y référer et c'est la relation éthique et déontologique que les chercheur-e-s établissent avec les personnes rencontrées sur leur terrain qui détermine *in fine* l'utilisation et la publication des images.

Dans les dernières pages de leur ouvrage, les auteurs abordent une question paradoxale par rapport à leurs propos: le fait que dans la culture des sciences sociales, c'est encore et toujours le texte qui domine, même si les chercheur-e-s réalisent de nombreuses photographies dans le cadre de leurs recherches de terrain qu'elles et ils censurent ensuite pour ne se concentrer que sur la publication de textes. Claude Lévi-Strauss et Pierre Bourdieu sont deux auteurs qui ont procédé de la sorte en n'autorisant la publication de photographies que longtemps après leur prise. L'évolution d'Internet et des techniques du numérique permet de dépasser la forme-livre pour envisager de nouveaux modes de publication (revues en ligne, blogs, sites internet, etc.) mais ces tentatives d'articulations entre image, son et texte ne sont encore que rarement expérimentées.

Au niveau formel, on se réjouit de pouvoir compter sur un ouvrage qui se lit agréablement car les questions de méthodes y sont abordées dans toutes leurs dimensions théoriques et épistémologiques. Le texte principal est agrémenté de nombreux encarts présentant d'une part certains sujets ou recherches de manière plus approfondie, et d'autre part invitant les lecteurs / trices à procéder à des exercices afin d'acquérir ou d'améliorer leurs compétences dans le domaine de la prise d'images, de leur analyse, de leur interprétation, etc. On peut regretter que toutes les images auxquelles il est fait référence dans le texte soient regroupées dans un cahier au tout début de l'ouvrage et qu'elles ne soient pas plus nombreuses. Ceci est certainement dû à l'un des problèmes récurrents de l'édition des images dans le cadre de publications scientifiques (auquel il est aussi fait allusion dans l'ouvrage), à savoir les contraintes financières liées à la reproduction sur papier d'images de bonne qualité.

Si la taille de l'ouvrage ne permet pas d'aborder en détail tous les sujets présentés, les références bibliographiques (mais aussi les renvois à des sites internet) et les nombreux exemples tirés de travaux sociologiques – mais aussi anthropologiques (ou ethnographiques), géographiques, etc. – sont autant d'invitations aux personnes soucieuses d'approfondir leurs connaissances dans le domaine de l'utilisation et de l'analyse des images en sciences sociales, à poursuivre leurs lectures. Partant du constat que les principaux manuels de méthodes en sociologie omettent trop souvent – ou ne présentent que de manière très succincte – les méthodes visuelles, cet ouvrage vise à combler un manque et il ne fait aucun doute qu'il y parvient.

RÉFÉRENCES

Heinich Nathalie
1998. *Ce que l'art fait à la sociologie*. Paris: Editions de Minuit.

LA CONDITION COSMOPOLITE

L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire

Michel Agier
2013. Paris: La Découverte, coll. «Sciences humaines». ISBN 978-2-7071-7408-6. 240 p.

Texte: *Laurence Ossipow, HES-SO, Genève*

Réflexion sur la notion de frontière au moment où se multiplient les murs – barbelés ou liquides comme la Méditerranée – et où les plus précaires sont condamné-e-s aux déplacements sans pouvoir s'établir nulle part, l'ouvrage de Michel Agier se révèle essentiel pour analyser ce qu'il nomme la condition cosmopolite. Composé de sept chapitres, le livre nous invite à rompre avec les discours essentialisants, les identités figées, les catégories à l'emporte-pièce, bref à choisir comme Jacques Rancière (cité p.7), «le sujet contre l'identité».

Dans le chapitre I, l'auteur part de l'hypothèse que la «frontière est le contraire de l'autochtonie» (p. 48): l'histoire des identités, affirme-t-il, n'est pas attachée naturellement à un lieu ou à un autre, elle est faite de déplacements, remplacements et adaptations. La frontière présente donc un caractère non naturel et instable. Ses limites sont institutionnalisées par et pour un groupe de personnes et réaffirmées lors de différents moments rituels. Par ailleurs, plus encore que la ligne ou la limite, c'est l'entre-deux qui devrait nous intéresser, c'est-à-dire ce qui se passe dans les situations de frontières, dans ces moments de liminarité[1], où les individus sont entre deux statuts, en marge, dans l'intervalle, dans l'interstice, hors du temps ordinaire, au bord du monde[2]. Etrangères et étrangers, mais libres aussi d'endosser de nouvelles identités.

Dans le chapitre II, Michel Agier aborde la question de la mondialisation à partir des thèses de Saskia Sassen et d'Arjun Appadurai. Pour Saskia Sassen, la globalisation est avant tout recomposition, déstabilisation et surtout dénationalisation de l'économie. Pour Appadurai, comme le savent les anthropologues féru-e-s de littérature scientifique américaine, la globalisation se caractérise avant tout par la rapidité des flux qu'elle entraîne et qui peuvent se lire dans les *landscapes* (les paysages), les *ethnoscapes* (les différentes formes de migration humaine), les *technoscapes* (la délocalisation des entreprises et des techniques), les *médiascapes* (la circulation des images et des données virtuelles) et les *idéoscapes* (la circulation des idées et des concepts). Agier adhère à ces analyses de la mondialisation, mais reste toutefois prudent, notant aussi, à juste titre, le nombre de murs et espaces concrets ou symboliques qui font obstacle à l'apparente fluidité de la circulation des personnes, des objets, des idées et des images.

Dans le chapitre III, l'anthropologue français poursuit la réflexion sur la notion, non plus de globalisation, mais de cosmopolitisme. Il relie ce cosmopolitisme à quatre figures ou situations d'hommes-frontière. La première, celle de *l'errance comme aventure*, s'incarne dans le personnage d'un migrant «sans-papiers» ou plus exactement sans domicile fixe. Il peut s'agir d'hommes originaires d'Afrique, mais aussi du Moyen-Orient. Ils sont parfois sans pays d'origine dans la mesure où ils peuvent être nés dans un camp de parents provenant d'une autre région comme c'est le cas des Afghans socialisés en Iran ou au Pakistan (voir Schuster & Majidi 2013). L'errance peut se terminer lors de l'arrivée en Europe, mais les migrant-e-s peuvent aussi rester bloqué-e-s en cours de route dans un pays de transit. La seconde figure prend les traits du *paria* bloqué dans un camp, souvent avec femme et

[1] Concept développé par A. Van Gennep, puis V. Turner, voir notes 16, p. 33 et note 36, p. 49.

[2] Pour reprendre le titre d'un autre ouvrage de Michel Agier, *Au bord du monde, les réfugiés* (2002).

enfants, ou encore celui du déplacé interne, de l'apatride, de la personne, «enfermée dehors», «encampée» dans un «petit monde cosmopolite» (p. 87) où elle est bien forcée d'entrer en contact avec d'autres réfugié-e-s et des responsables humanitaires. La troisième figure correspond à celle des *métèques* (des résident-e-s sans droit de cité), à la fois inclus (car elles et ils travaillent là où elles et ils se sont arrêtés) et exclus (car ne bénéficiant d'aucun droit). La quatrième et dernière figure («*l'étranger dans son labyrinthe*», p. 90), le migrant européen arrivé aux Etats-Unis au milieu du 20e siècle, vit entre deux mondes (Agier prend le sociologue Alfred Schütz comme exemple). Ces quatre figures ne sont pas des idéaux-types qu'il serait possible d'ethniciser. Ce sont quatre formes possibles d'étrangeté relative susceptibles de se modifier en contexte. Ce sont aussi, insiste l'auteur, des expériences de mondialisation ou de condition cosmopolite, des expériences souvent non désirées et non désirables, qui ne peuvent pas être rapportées à une origine ou une nationalité spécifique et qui apprennent à «vivre ici et maintenant (localement) avec le monde en tête, à la fois contexte et projection» (p. 97).

Le chapitre IV reprend des questions méthodologiques que les anthropologues connaissent bien mais qu'il est important de faire entendre à d'autres publics moins spécialisés tant le discours culturaliste imprègne toutes démarches en lien avec la migration. L'auteur se positionne d'abord en faveur d'une anthropologie dialogique non exotisante et non culturaliste, historiquement ancrée, contextualisée, non englobante et multi-située, notamment développée par Johannes Fabian (note 2, p. 105) et George Marcus (note 4, p. 106) permettant de passer d'un monde social à l'autre en reconnaissant «une échelle de grandeur et d'échange commune» (p. 113). En somme, affirme Michel Agier, il s'agit de: «dépasser l'opposition entre le 'relativisme culturel' et l'universalisme absolu pour inventer un universalisme dont le contexte social et politique de référence ne serait plus telle nation, telle civilisation ou culture, mais l'ensemble des échanges existant à l'échelle mondiale» (p.114). Se décentrer équivaut donc désormais à «prendre acte de la mondialisation», de la circulation des savoirs et des imaginaires et surtout à concevoir une «pensée du monde fondée sur un présupposé d'égalité devant la connaissance entre toutes les situations et conditions observées» (p. 115).

Dans la foulée du chapitre IV, les chapitres V et VI permettent de revenir sur la question du piège identitaire et de l'essentialisme qui figent les identités en les décrivant hors contexte ou en contexte passéiste et dénie aux individus la singularité d'un positionnement en le renvoyant d'emblée à un collectif. L'auteur décortique alors la notion de civilisation en refaisant l'histoire du terme appliqué à la notion de civilisation africaine, celle de culture en reprenant les légendes et les récits associés au «retour de la marimba» dans la petite ville de Tumaco en Colombie et celle de race en élargissant sa réflexion au Brésil et à la France.

Le septième et dernier chapitre se centre sur la question du sujet. Après en avoir brossé à grands traits l'historique en anthropologie et en philosophie politique, Michel Agier propose trois modes opératoires du rapport à soi, aux autres et au monde. Le premier renvoie au sujet-objet, à tout ce que l'on peut savoir sur les références et les appartenances de ce sujet: son histoire, sa mémoire, sa bibliographie, ses contextes de vie et les collectifs auxquels elle ou il participe. Le deuxième fait référence au sujet intime, aux subjectivités, au sens de «l'ensemble des états et des émotions au travers desquels le social se manifeste chez chacun» (p. 189). Le troisième relie les deux premiers aux positionnements que le sujet peut prendre en situation, indépendamment de sa personnalité ou de ce que l'on serait en droit d'attendre en fonction de sa position objective dans l'espace social. S'intéresser au sujet en situation revient alors à comprendre les formes de subjectivation qui permettent de se positionner, au cas par cas, dans le cadre de contraintes et possibilités spécifiques (dans un espace rituel, par la prise de parole ou d'écriture, avec des témoignages collectifs...). Ce positionnement n'est pas hors contexte mais tente de s'appuyer sur une certaine prise de distance par rapport aux conditionnements et assignations identitaires. Autrement dit, «il s'agit de devenir un sujet-autre dans un contexte momentanément autre» (p. 202). Et il paraît important que les anthropologues s'intéressent à ces prises de distance sans d'emblée enfermer les migrant-e-s et les exclu-e-s dans leur seule position de victimes.

Ce livre peut agacer par ses nombreux détours susceptibles de faire perdre le fil de l'argumentation centrale. Il manque de descriptions plus denses et plus directes des indésirables que Michel Agier a toutefois publiées dans d'autres ouvrages dont *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire* (2008). Il n'en a pas moins le mérite d'articuler des notions et des concepts trop souvent traités séparément (par exemple l'essentialisme, la migration et le cosmopolitisme). Si la dénonciation du piège identitaire et d'une description totalisante des configurations sociales ou groupes observés ne sont pas nouvelles dans le champ anthropologique, l'analyse de la condition cosmopolite et des sens de la frontière sont originaux et centraux pour repenser nos rapports à l'altérité.

RÉFÉRENCES

Agier Michel
2002. *Au bord du monde, les réfugiés*. Paris: Flammarion.

2008. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris: Flammarion.

Schuster Liza, Majidi Nassim
2013. «What happens post-deportation? The experience of deported Afghans». *Migration Studies* 1(2): 221-240.

LE DROIT D'ÊTRE SUISSE

Acquisition, perte et retrait de la nationalité suisse de 1848 à nos jours

Brigitte Studer, Gérald Arlettaz, Regula Argast
Traduit de l'allemand par Marianne Enckell, Ursula Gaillard et Diane Gilliard
2013. Lausanne: Antipodes, coll. «Histoire». ISBN 978-2-8890-1041-7. 261 p.

Texte: *Laurence Ossipow, HES-SO, Genève*

A l'heure où, en 2013, le processus d'acquisition de la nationalité suisse fait à nouveau l'objet de projets qui impliqueront des transformations restrictives (introduction de tests standardisés; suppression de la disposition selon laquelle les années passées entre dix et vingt ans comptent double; décompte des années à partir de l'obtention d'un permis de résidence), une analyse historique de la question a toute son importance.

Et c'est ce que propose *Le droit d'être suisse. Acquisition, perte et retrait de la nationalité suisse de 1848 à nos jours*, traduction française et actualisée d'un ouvrage paru en allemand en 2008. Ce livre compte, outre l'introduction et la conclusion, trois chapitres traitant de l'acquisition de la nationalité suisse à différentes périodes historiques (de 1848 à 1898, de 1898 à 1933 et de 1934 à 2004). Un quatrième chapitre s'intéresse au retrait de la nationalité pendant la seconde guerre mondiale. En Suisse, le principe du *ius soli* n'existe pas ou presque (exception faite du décompte à double des années passées sur le sol suisse pour les jeunes migrant-e-s). La nationalité peut être transmise par la filiation, donc selon le principe du *ius sanguinis*, par adoption ou par mariage (naturalisation facilitée). Elle s'acquière sinon à la suite d'une longue procédure fondée, sauf exceptions, sur douze années d'établissement. Par comparaison avec un contexte européen bien plus centralisateur, on se souviendra aussi que l'acquisition de la nationalité renvoie aux trois niveaux de décision en vigueur (échelle communale, cantonale et fédérale). Par ailleurs, le nouveau Suisse ou la nouvelle Suissesse acquière la nationalité suisse, mais aussi et surtout, le droit de cité d'une commune.

La première période (1848-1898) décrite par Regula Argast (pp. 45-77) laisse découvrir un Etat fédéral naissant, non interventionniste et libéral, soucieux d'assurer une grande liberté de circulation des personnes et des marchandises. Dans ce cadre, la question de l'immigration étrangère n'en est pas vraiment une et les migrant-e-s sont plutôt intégré-e-s qu'exclu-e-s. D'ailleurs, à l'époque, la Suisse est un pays d'émigration plus que d'immigration et son solde migratoire est négatif. La nation n'est en outre pas perçue comme une communauté «ethnique et culturelle», mais plutôt comme un ensemble de citoyens (masculins, chrétiens) qui – s'ils sont établis – sont égaux en droits. La nationalité est donc affaire d'établissement cantonal et communal bien plus que d'appartenance nationale. La citoyenneté, en revanche, relève de l'unité fédérale et se concrétise dans le devoir militaire et le droit de vote. Au moment de la révision de la constitution de 1848, en 1874, la Suisse se dote d'une loi fédérale sur la naturalisation (1876), qui ne durcit pas les conditions d'acquisition (il suffit d'être établi en Suisse depuis deux ans), mais entreprend néanmoins de contrôler davantage la «moralité» des personnes qu'elle accueille en son sein. En 1898, la question «d'un problème des étrangers» est formulée pour la première fois officiellement par un conseiller national radical saint-gallois qui fait adopter un postulat visant à faciliter la naturalisation des personnes «aptes à s'assimiler» (p.78).

La deuxième période (1898 à 1933), analysée par Gérald Arlettaz (pp. 77-116), se caractérise par un renforcement de l'Etat fédéral, notamment dû à une forte augmentation de la population étrangère sur le sol suisse. La naturalisation, d'abord considérée comme permettant d'inclure les étrangers donc de lutter contre l'*Überfremdung* (l'emprise ou la surpopulation étrangère), devient un moyen de contrôler l'adhésion à des valeurs nationales. Durant la première guerre mondiale, la durée du séjour obligatoire s'allonge à quatre ans, puis six ans en 1920. Une vision nationaliste prend le pas sur la vision républicaine. Les ressortissant-e-s suisses s'interrogent sur ce qui constitue leur identité et la nation se trouve définie en termes essentialisants et ethnicisants en même temps que les références à «l'identité» se multiplient. Des

visions hygiénistes et racialisantes (Arlettaz utilise le terme «ethno-racial», p.105) se développent, notamment à propos des juifs orientaux et de toute personne non européenne.

La troisième période (1934-2004), présentée par Brigitte Studer (pp. 117-177), débute par une nouvelle loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers qui cherche à lutter plus fermement contre l'*Überfremdung*. Il s'agit désormais de mieux exclure les indésirables et de mieux sélectionner les assimilables. Comme l'explique plus loin Nicole Schwalbach (p.182), il ne s'agit plus d'atteindre l'assimilation par la naturalisation, mais d'être assimilé-e-s pour pouvoir être naturalisé-e-s. La loi de 1952 conserve son caractère restrictif tout en introduisant quelques réformes: la Suissesse ne perd ainsi plus automatiquement sa nationalité; les enfants de Suissesses par naissance peuvent bénéficier d'une naturalisation facilitée; les conditions de réintégration dans la nationalité sont étendues. Si les *Gastarbeiter* (les personne au bénéficie d'un permis saisonnier) sont laissé-e-s de côté, la commission chargée de l'étude du problème de la main d'œuvre étrangère recommande aux associations, aux syndicats et aux employeuses ou employeurs de favoriser «l'adaptation» des établi-e-s. En 1992, la naturalisation facilitée pour les conjoint-e-s de citoyennes et citoyens suisses entre en vigueur et l'interdiction de la double nationalité est levée. Entre 1980 et 2004, toutes les propositions pour étendre le principe de la naturalisation facilitée pour la deuxième génération ou du *ius soli* pour la troisième génération aboutissent à un échec.

Le quatrième chapitre, rédigé par Nicole Schwalbach (p. 177-211) est limité à la seule période de la deuxième guerre mondiale, mais traite d'une thématique centrale: celle de la déchéance de la nationalité qui symbolise, plus encore que le refus d'accorder la nationalité, l'exclusion active de certaines catégories de personnes. L'inaliénabilité de la nationalité a été remise en question pour la première fois dans la nouvelle loi sur la nationalité du 25 juin 1903 et a entraîné des dénaturalisations de femmes soupçonnées de mariages «fictifs» parce qu'elles seraient d'origine juive, proviendraient des pays de l'Europe de l'Est, mèneraient une vie dissolue ou exerceraient le métier de prostituées. Comme l'explique très bien Schwalbach (p. 199), les dénaturalisations disent quelles sont les personnes indésirables et – à l'inverse – qu'elles sont les citoyennes idéales pour les autorités politiques de cette époque. Si la déchéance touche d'abord les femmes, des hommes, doubles nationaux, en furent aussi victimes, surtout s'ils émanaient de cercles nationaux-nationalistes.

Cet ouvrage permet de disposer en français d'analyses publiées en allemand ou en français (pour G. Arlettaz) dans différentes revues. Arlettaz (pp. 91-100) et Studer (pp. 144-152) ont par ailleurs le mérite d'offrir une généalogie relativement dense de la notion d'assimilation fondée sur l'analyse de textes ou discours des élites suisses soucieuses que les naturalisé-e-s s'imprègnent des valeurs du passé. La notion d'assimilation évolue néanmoins pour être plus directement associée à la citoyenneté et à l'avenir. Comme l'explique Max Ruth en 1967 (cité par Studer, p. 151), dont le propos semble plus ouvert[1], l'étranger ou l'étrangère assimilable est la personne qui se détache progressivement de son pays d'origine pour se sentir affectivement enracinée dans sa nouvelle patrie, mais aussi profondément attachée à une certaine conception de l'Etat et de la démocratie. Dans les années 1970, notamment sous l'influence du conseiller national démocrate-chrétien Anton Heil (cité par Studer, p. 162), apparaît le concept d'intégration qui s'appuie entre autres sur le fait «qu'il vaudrait mieux développer une vision sociale et politique renonçant à postuler qu'il faut absolument faire disparaître ce qui est différent chez l'étranger» (Studer, p. 162, synthétisant le propos de Heil). «Le passage au concept d'intégration est toutefois lent et n'est pas encore achevé aujourd'hui», note Studer (p.163), en tous cas pour les responsables de la procédure ou chez certaines élites politiques, aurait-on envie de rajouter. L'absence de frontière claire entre la notion d'assimilation et d'intégration se retrouve aujourd'hui dans les critères explicites et implicites utilisés pour évaluer les candidat-e-s et dans les discours tenus à l'occasion des cérémonies de prestation de serment des nouvelles ou nouveaux Suisses (voir notamment Ossipow & Felder 2013).

Si l'on admire la richesse des sources mobilisées et la diversité des postures ou points de vue adoptés par les chercheur-e-s (la question du genre est par exemple volontiers abordée par les historiennes tandis que leur collègue masculin ne s'y attache guère peut-être parce que ses travaux sont plus anciens), on regrettera le traitement cavalier des données liées à la dernière période analysée (1992-2004), la faible mise en valeur des illustrations placées en annexe ainsi que les inégalités dans la qualité de l'écriture et de la traduction. Finalement, le propos aurait gagné à être plus synthétique.

RÉFÉRENCES

Ossipow Laurence, Felder Maxime
2014. «Ethnography of a Civic Ritual: Discourses by Political Representatives to New Swiss Citizens». *Citizenship studies* (soumis).

[1] Brigitte Studer ne manque cependant pas de rappeler (p. 152) que pour Ruth toutes les personnes ne sont pas également désirables et assimilables, notamment celles qu'il considère comme «atypiques et étrangers [ères] au sol» (les «Tziganes», les «gens de couleur», les «juifs d'Europe orientale»...).